

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Des voix: Ils ne veulent pas le lui permettre.

Une voix: Continuez, Ben! Allez-y!

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, ce soir nous avons entendu beaucoup de mots et une ou deux idées. J'ai été plutôt stupéfait d'entendre le chef de l'opposition (M. Stanfield) attaquer maintenant le gouvernement dans sa lutte contre l'inflation. Il me semble que cet homme qui, il y a quelques mois, répétait chaque jour: «Que faites-vous pour combattre l'inflation?», devrait au moins manifester une certaine sympathie pour les problèmes que rencontre le gouvernement en traitant de cette question très importante. C'est le même chef de l'opposition qui s'élevait contre la Commission des prix et des revenus. Il me semble qu'il a souvent crié «Au loup!» sans offrir aucune idée constructive au gouvernement. Ce soir, il a répété le même rôle. Comment combattrait-il l'inflation? Est-il en faveur d'une régie des prix et des salaires? Est-il en faveur de principes directeurs? L'homme qui se prononçait contre la Commission des prix et des revenus peut-il l'être?

J'ai un peu l'impression que les idées constructives issues du parti conservateur ce soir émanent d'une source inattendue—de l'honorable représentant de Prince Edward-Hasdings (M. Hees). Il a soumis deux idées, disant que ce que nous devrions faire en réalité pour contrebalancer le changement de valeur du dollar canadien, c'est prendre les 250 millions de dollars et les remettre aux entreprises commerciales, et, par dessus le marché, leur accorder plus de subventions. Et ceci au moment où, il y a quelques jours à peine, des gens de son parti et de tous les secteurs de l'opposition répétaient: «Qu'allez-vous faire pour les pauvres, les victimes de l'inflation?»

Il me semble parfois que le chef de l'opposition est comme une usine de deuterium qui ne produirait rien. Il semble s'efforcer à combattre énergiquement le chômage, mais je voudrais bien qu'on me signale quelles propositions constructives il a faites quant aux moyens de le combattre. Il veut que le gouvernement annonce les changements du taux de change à la Chambre des communes, à l'appel de l'ordre du jour, pour permettre aux spéculateurs de gagner un million de dollars—ce qui me semble stupéfiant...

L'hon. M. Stanfield: Qui a dit cela?

L'hon. M. Benson: C'est dans votre discours. Je suis désolé si on vous a mal interprété.

L'hon. M. Stanfield: Vous l'avez sûrement fait.

L'hon. M. Benson: Vous avez sûrement dit que je n'avais pas le droit de modifier le taux actuel parce que je n'avais pas annoncé à l'appel de l'ordre du jour la décision du gouvernement...

L'hon. M. Stanfield: J'ai plutôt dit que la réponse du ministre à une question posée mercredi avait été que le gouvernement ne considérerait pas la question.

L'hon. M. Benson: C'est exact.

L'hon. M. Stanfield: C'est bien ce que j'ai dit.

L'hon. M. Benson: En effet. J'ai dit que le gouvernement ne la considérerait pas—je n'ai pas dit que moi, je ne l'envisageais pas. Le gouvernement examine les questions lorsqu'elles sont présentées au cabinet. C'est alors qu'il prend les décisions. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) dit qu'il veut que l'on présente à la Chambre des communes, à l'appel de l'ordre du jour, un plan d'attaque de la situation économique et financière du Canada. C'est impossible.

● (11.40 p.m.)

Je n'ai pas honte de la souplesse qu'adopte le gouvernement à l'égard de sa politique monétaire et fiscale dans sa lutte contre l'inflation. D'autres pays ont essayé la technique du plan d'attaque. Ils ont constaté qu'elle ne réussit pas. Je n'ai pas à donner plus de précision que cela pour faire comprendre à mon honorable ami que ceux qui en ont fait l'essai ont bien moins réussi que nous au Canada.

Je veux citer certaines remarques qui ont paru dans le *Times* de New York au sujet de l'initiative du Canada à l'égard du taux de change. Ce journal se vend en ce moment dans les rues de New York. Je cite un passage d'un éditorial:

... l'initiative du Canada devrait avoir une importante valeur éducative pour les autres pays dont les devises sont sous-évaluées... En fait, si toutes les nations adoptaient un système de taux de change plus souple cela pourrait empêcher la vague croissante de protectionnisme de démolir le marché international des biens et des capitaux qu'il a fallu si longtemps pour édifier de nouveau après la crise et la seconde guerre mondiale.

Les ministres des Finances du monde et les directeurs des banques centrales, groupe notoirement conservateur, ...

Le mot conservateur porte un petit «c». ... seraient extrêmement mal avisés de vouloir persuader les Canadiens de couper court à une